

PROVINCE DE LUXEMBOURG
ARRONDISSEMENT DE BASTOGNE
COMMUNE DE 6687 BERTOGNE

TEL. 061/21.61.09

FAX.061/21.02.79

CERTIFICAT DE PUBLICATION

N° 53 Le Bourgmestre de la commune de Bertogne, Province de Luxembourg, certifie que le règlement du Conseil communal daté du 17 septembre 2018 et ayant pour objet la **redevance pour droit d'occupation du domaine public pour les exercices 2019 à 2024**, a été publié conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le 23 novembre 2018.

A Bertogne, le 23 novembre 2018

La Directrice générale,
LEROY Françoise

Le Bourgmestre,
GLAUDE Christian



PROVINCE DE LUXEMBOURG
ARRONDISSEMENT DE BASTOGNE
COMMUNE DE 6687 BERTOGNE
TEL. 061/21.61.09
FAX.061/21.02.79

AVIS DE PUBLICATION (suivant articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD)

Objet : Redevance pour occupation du domaine public pour les exercices 2019 à 2024

L'Administration communale de BERTOGNE a l'honneur de porter à la connaissance des administrés que le Gouvernement wallon représenté par Madame DE BUE, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la ville a approuvé en date du 16 octobre 2018 la délibération du Conseil communal du 17 septembre 2018

Article 1er

Il est établi pour les exercices 2019 à 2024, un droit d'occupation du domaine public

Article 2 :

Le montant de ce droit est de 0.20€ par mètre carré ou fraction de mètre carré, de l'emplacement occupé, que l'étalage ait lieu sur le sol, sur échoppe, sur camion ou de toute autre manière, par jour d'occupation.

Article 3 :

La redevance est due par la personne qui occupe l'emplacement

Article 4 :

La redevance est payable dans les quinze jours calendrier de l'envoi de la facture établie sur base des déclarations établies par les commerçants ambulants par trimestre et déposées à l'administration communale pour le 10 du mois qui suit la fin d'un trimestre.

Article 5 :

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions prévues par l'article L1124-40 § 1^{er}, 1^o du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. En cas de non paiement les frais du rappel par voie recommandé prévu par cet article L 1124-40 du CDLD seront à charge du débiteur et s'élèveront à 6 euros.

Ces règlements peuvent être consultés à l'Administration communale de Bertogne, Rue Grande (Bertogne) n° 33 bte 2 - 6687 Bertogne tous les jours ouvrables de 8 heures à 12 heures

Ainsi fait à Bertogne, le 23 novembre 2018

Pour le Collège :
La Directrice Générale,
LÉROY Françoise



Le Bourgmestre,
GLAUDE Christian

Département des Finances
locales

Direction de la Tutelle financière

Cellule fiscale

Avenue Gouverneur Bovesse, 100
B-5100 NAMUR (JAMBES)

Tél. : +32 (0)81 32 37 42
pouvoirslocaux@spw.wallonie.be

ARRETE NOTIFIE LE 17 OCT. 2018

Collège communal de Bertogne

Grand'Rue, 33/2

6687 Bertogne

Votre contact : CATTRYSSSE Alisson, Attachée, ☎ : (+32) 081/327343 - ✉ alisson.cattrysse@spw.wallonie.be

DGO5/O50002//cattr_ali/131597 - Commune de Bertogne - Délibérations du 17 septembre 2018 - Règlements fiscaux (13).

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

LA MINISTRE DES POUVOIRS LOCAUX, DU LOGEMENT ET DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES,

Vu la Constitution, les articles 41,162, 170 et 173 ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7 ;

Vu la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms ;

Vu la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges modifiant la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms ;

Vu la circulaire du 11 juillet 2018 relative à la loi du 18 juin 2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, en ce qu'elle transfère la compétence en matière de changement de prénoms aux officiers de l'état civil et en règle les conditions et la procédure ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1 ;

Vu le Code de Développement territorial entré en vigueur le 1^{er} juin 2017 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu les recommandations émises par les circulaires des 24 août 2017 et 05 juillet 2018 relatives à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour les années 2018 et 2019 ;

Vu les délibérations du 17 septembre 2018 reçues le 20 septembre 2018 par lesquelles le Conseil communal de BERTOGNE établit les règlements fiscaux suivants :

Redevance pour la fréquentation des enfants à l'accueil organisé par la Commune lors de la participation des enseignements à des journées pédagogiques	Exercices 2018 à 2024
Redevance communale pour le traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation, de modification d'anciens permis de lotir, de déclarations urbanistiques, de certificats d'urbanisme, de déclarations de classe 3, de permis d'environnement, permis unique	Exercices 2019 à 2024
Redevance communale pour une demande de changement de prénom	Exercices 2019 à 2024
Redevance pour les photocopies délivrées par la commune aux administrés	Exercices 2019 à 2024
Droit de place pour tout emplacement au marché communal hebdomadaire	Exercice 2019
Droit d'occupation du domaine public	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale sur les immeubles bâtis inoccupés	Exercice 2019 à 2024
Taxe communale sur les chiens	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale indirecte sur la distribution gratuite d'écrits publicitaires ou d'échantillons publicitaires non adressés et de supports de la presse régionale gratuite	Exercice 2019 à 2024
Taxe communale sur les terrains de camping-caravaning tels que définis par l'article 1 ^{er} , 2 ^o du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning, existant au 1 janvier de l'exercice d'imposition	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale de séjour	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale sur la délivrance de documents administratifs par la commune	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale sur les secondes résidences	Exercices 2019 à 2024

Considérant que les décisions du Conseil communal de BERTOGNE du 17 septembre 2018 susvisées sont conformes à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE :

Article 1^{er} : Les délibérations du 17 septembre 2018 par lesquelles le Conseil communal de BERTOGNE établit les règlements fiscaux suivants **SONT APPROUVEES :**

Redevance pour la fréquentation des enfants à l'accueil organisé par la Commune lors de la participation des enseignements à des journées pédagogiques	Exercices 2018 à 2024
Redevance communale pour le traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de permis d'urbanisation, de modification d'anciens permis de lotir, de déclarations urbanistiques, de certificats d'urbanisme, de déclarations de classe 3, de permis d'environnement, permis unique	Exercices 2019 à 2024
Redevance communale pour une demande de changement de prénom	Exercices 2019 à 2024
Redevance pour les photocopies délivrées par la commune aux administrés	Exercices 2019 à 2024
Droit de place pour tout emplacement au marché communal hebdomadaire	Exercice 2019
Droit d'occupation du domaine public	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale sur les immeubles bâtis inoccupés	Exercice 2019 à 2024
Taxe communale sur les chiens	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale indirecte sur la distribution gratuite d'écrits publicitaires ou d'échantillons publicitaires non adressés et de supports de la presse régionale gratuite	Exercice 2019 à 2024
Taxe communale sur les terrains de camping-caravaning tels que définis par l'article 1 ^{er} , 2 ^o du décret du Conseil de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de camping-caravaning, existant au 1 janvier de l'exercice d'imposition	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale de séjour	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale sur la délivrance de documents administratifs par la commune	Exercices 2019 à 2024
Taxe communale sur les secondes résidences	Exercices 2019 à 2024

Art. 2 : Concernant la taxe communale sur les secondes résidences, l'attention des autorités communales est attirée sur le fait qu'il serait opportun, lors de l'adoption du prochain règlement, de motiver dans le préambule de la délibération le fait que les logements étudiants et les caravanes résidentielles établies dans un camping agréé sont exclues du champ d'application de la dite taxe.

Art. 3 : Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de BERTOGNE en marge des actes concernés.

Art. 4 : Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Art. 5 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal de BERTOGNE.

Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la Comptabilité communale.

Namur, le

16 OCT. 2018



Valérie DE BUE

Séance publique du : 17 septembre 2018

Présents : Glaude, Bourgmestre
Mme Detaille, Demeuse, Franco Echevins
Aubry, Vaguet, ~~Degros~~ Mme Dequae-Schrijvers,
Mlle Grandjean, Collet, ~~Logrillo~~, Mme Simon,
Servais Conseillers.
Mme Leroy, Directrice générale

OBJET : Redevance pour droit d'occupation du domaine public – exercices 2019 à 2024.

Le Conseil communal,

Vu la Constitution, les articles 41,162 et 173

Vu le code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, l'article L1122-30-

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 05 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'exercice 2019 ;

Considérant l'article L1123-23 8° CDLD précisant la compétence du collège communal pour toute autorisation d'occupation du domaine public de manière précaire dans la mesure où il peut y être mis fin dès que l'intérêt général l'exige ;

Considérant que l'utilisation privative du domaine public ou privé communal accessible au public, entraîne pour la commune des charges, notamment en ce qui concerne la sécurité, la propreté et la salubrité publiques ainsi que la commodité de passage sur la voie publique et qu'il est équitable d'en faire supporter les charges aux bénéficiaires ;

Considérant que cette utilisation du domaine public ou privé communal accessible au public représente un avantage pour ceux qui en font usage et qu'il convient que les bénéficiaires / utilisateurs soient soumis à une redevance ;

Considérant qu'une occupation gratuite du bien commun pourrait être considérée comme une source de concurrence déloyale à l'égard des acteurs économiques qui sont établis sur un bien privé par acquisition ou location de celui-ci ;

Vu la communication du dossier au directeur financier faite en date du 20 août 2018 conformément à l'article L1124-40 §1,3° et 4° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 24 août 2018 et joint en annexe ;

Sur proposition du Collège communal.

Après en avoir délibéré par 7 « oui » et 3 « non »

DECIDE :

Article 1er

Il est établi pour les exercices 2019 à 2024, un droit d'occupation du domaine public

Article 2 :

Le montant de ce droit est de 0.20€ par mètre carré ou fraction de mètre carré, de l'emplacement occupé, que l'étalage ait lieu sur le sol, sur échoppe, sur camion ou de toute autre manière, par jour d'occupation.

Article 3 :

La redevance est due par la personne qui occupe l'emplacement

Article 4 :

La redevance est payable dans les quinze jours calendrier de l'envoi de la facture établie sur base des déclarations établies par les commerçants ambulants par trimestre et déposées à l'administration communale pour le 10 du mois qui suit la fin d'un trimestre.

Article 5 :

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément aux dispositions prévues par l'article L1124-40 § 1^{er}, 1^o du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. En cas de non paiement les frais du rappel par voie recommandée prévu par cet article L 1124-40 du CDLD seront à charge du débiteur et s'élèveront à 6 euros.

Article 6 :

La présente délibération sera publiée conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 7:

La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale

Fait en séance à Bertogne, date que dessus.

Par le Conseil.

La Directrice Générale
(s) Mme F. Leroy

Pour extrait conforme.
La Directrice Générale



Le Bourgmestre
(s) C. GLAUDE

Le Bourgmestre